



**COMMUNIQUÉ**  
Paris, le 14/11/2018

## **ANNONCES D'ÉDOUARD PHILIPPE : DES MESURETTES ET UNE USINE À GAZ DONT LES AUTOMOBILISTES NE VEULENT PAS**

**Aujourd'hui, mercredi 14 novembre 2018, le Premier ministre Édouard PHILIPPE a annoncé sur la radio RTL un éventail de dispositifs pour soulager les Français du prix élevé des carburants, parmi lesquels l'élargissement du chèque-énergie et l'augmentation de la prime à la conversion. Mais pour l'association « 40 millions d'automobilistes », ces mesurettes ne calmeront pas la colère des automobilistes acculés par la politique fiscale menée par Emmanuel MACRON, car ceux-ci ne demandent qu'une chose : la baisse des taxes.**

Depuis plusieurs semaines, la grogne gronde parmi les automobilistes en raison de la hausse démesurée du prix des carburants directement liée à l'alourdissement de la fiscalité sur ces produits.

Pour faire entendre leur colère, le mouvement des « gilets jaunes » prévoit un « blocage » des routes françaises le 17 novembre. À 3 jours de ces rassemblements, le Premier ministre a tenté de désamorcer l'ire des automobilistes en annonçant des aides financières pour les foyers les plus modestes et les gros rouleurs. Mais pour l'association « 40 millions d'automobilistes », le compte n'y est pas.

« D'une main, on a pris plus de 3 milliards d'euros dans la poche des automobilistes cette année, rien qu'avec la hausse de la TICPE sur les carburants. Et aujourd'hui, le Premier ministre, magnanime, espère éteindre l'incendie allumé par le Gouvernement en rendant quelque 500 millions d'euros à travers une série de mesurettes qui ne répondent en aucun cas aux besoins et aux attentes des Français. Pour les automobilistes, la seule issue possible est la baisse des taxes. Tant que le Gouvernement n'aura pas accédé à cette requête, il a tout à craindre de leur colère » estime Daniel QUÉRO, président de « 40 millions d'automobilistes ».

« Les membres du Gouvernement ont un égo démesuré, qui consiste à ne pas reconnaître qu'ils ont fait une erreur en augmentant à ce point la fiscalité sur les carburants. Et pour ne pas perdre la face, pour ne pas admettre que la colère des Français est légitime et que leurs revendications sont justes, ils préfèrent aujourd'hui élaborer une usine à gaz – des mesures sur des mesures – à destination des automobilistes (mais pas tous, et sous certaines conditions strictes, et seulement pour un temps...). Il va falloir qu'Emmanuel Macron comprenne qu'il ne suffit pas de traverser la route pour trouver du pétrole ! Arrêtons les absurdités, écoutons les Français : baissons les taxes » conclut Pierre CHASSERAY, délégué général de l'association.